

## FRIBOURG

## Un marché pour fêter les cinq ans du panier bio

MARC-ROLAND ZOELLIG

L'association Notre Panier Bio fêtera ses cinq ans d'existence ce samedi 29 septembre. Pour l'occasion, elle tiendra un marché sur la place Georges-Python, à Fribourg. Dès 9h et jusqu'à 16h, onze producteurs bio du canton proposeront aux badauds les produits de leurs champs, de leurs vergers et de leurs étables. Il y aura aussi des animaux de ferme, une grande cantine de fête et des stands d'information axés sur le développement durable. Des concerts et des contes pour les enfants figurent aussi au programme, de même qu'une table ronde autour du thème de la souveraineté alimentaire, avec notamment la conseillère d'Etat Marie Garnier.



Samedi, onze producteurs installeront un grand marché bio à la place Python à Fribourg. DR

Fondée en janvier 2007, l'association Notre Panier Bio est animée par des bénévoles dévoués à la cause de l'agriculture biologique. Son objectif est de mettre en contact producteurs et consommateurs selon un triple leitmotiv: local, saisonnier et équitable.

Après des débuts quasi confidentiels – cinquante ménages s'approvisionnaient auprès de dix producteurs –, l'association a aujourd'hui atteint son rythme de croisière avec un peu moins de 500 ménages abonnés et vingt producteurs répartis dans les sept districts fribourgeois. Notre Panier Bio possède 33 points de distribution dans le canton – les abonnés peuvent y retirer chaque mois leur panier rempli de produits bio de saison – et réalise un chiffre d'affaires annuel de 450 000 francs.

Ce dernier point est secondaire, tient à préciser Marie-Claude Quartier, coprésidente de l'association. «Notre objectif n'est absolument pas de faire du béné-

fici.» A la rigueur, les entrepreneurs-militants verraient même plutôt d'un bon œil que les amateurs de bio se passent d'intermédiaires et s'approvisionnent carrément auprès de producteurs pratiquant la vente directe. Mais en attendant, ils comptent bien développer leur offre dans la partie alémanique du canton de Fribourg, la Singine étant encore assez peu desservie, concède Gaëlle Bigler, l'autre coprésidente.

Le grand marché bio de samedi sera aussi l'occasion d'aborder des thèmes chers à l'association, comme la souveraineté alimentaire. A 10h, une table ronde abordera notamment le problème de la disparition des exploitations agricoles en Suisse. Outre la directrice fribourgeoise de l'Agriculture Marie Garnier, y prendront part des représentants du syndicat Uniterre, de l'association Stop OGM, de la Fédération romande des consommateurs et de l'Institut agricole de Grangeneuve.

«Chaque année, 3000 hectares de terre agricole disparaissent», s'alarme Gerhard Hasinger, coordinateur de l'action du 29 septembre. Cela correspond aux ressources nécessaires pour nourrir une petite ville de 10000 habitants. Pour contrer cette tendance, les membres de Notre Panier Bio prônent un développement de l'agriculture de proximité. I

> Sa dès 9h, Fribourg  
Place Georges-Python. Infos sur [www.notrepanierbio.ch](http://www.notrepanierbio.ch) ou au 026 658 17 31



CORINNE AEBERHARD

## FORMATION PROFESSIONNELLE

## Attestation fédérale dans la poche

Amanda Thaqi (à gauche) et Sabrina Boss ont reçu chacune un bon de 500 francs qu'elles pourront investir dans une formation de leur choix au sein du Centre de perfectionnement interprofessionnel (CPI) à Granges-Paccot. Les deux jeunes femmes ont été distinguées hier pour avoir obtenu leur attestation fédérale professionnelle (AFP) avec un brio et un mérite particuliers. Amanda Thaqi, qui a effectué une formation d'employée de cuisine au sein du restaurant Bella Vita à Fribourg, s'est lancée dans un CFC. Ses bons résultats – elle a présenté le meilleur travail pratique d'examen parmi les

apprentis de langue française du canton – lui ont permis de commencer directement en deuxième année. Quant à Sabrina Boss, auteure du meilleur travail pratique d'examen côté germanophone, dans le cadre de sa formation d'assistante en commerce de détail à la Coop de Flamatt, elle travaille aujourd'hui à la Coop de Kôniz (BE). Les deux jeunes femmes ont bénéficié de l'encadrement de l'association Fribap, qui gère le réseau AFP fribourgeois. Il permet à des jeunes en difficultés scolaires d'effectuer une formation professionnelle adaptée d'une durée de deux ans. MRZ > [www.fribap.ch](http://www.fribap.ch)

# Comme un vent de panique

FRIBOURG • Le Conseil général a pris acte, lundi soir, des comptes 2011 de la caisse de pension dont le degré de couverture a encore diminué.



Des propositions de recapitalisation de la caisse de pension seront soumises prochainement au Conseil général de la ville qui n'a donc pas fini de plancher sur le dossier... ALAIN WICHTA

## STÉPHANIE SCHROETER

«Il faut que l'appartement soit en feu pour que les pompiers commencent à bouger!» La phrase, formulée en aparté par un représentant de l'Union démocratique du centre, lundi soir lors de la dernière séance du Conseil général de Fribourg, illustre bien les craintes des élus relatives à la situation financière de la Caisse de prévoyance du personnel de la ville. Le parlement local a en effet pris acte ce soir-là des comptes 2011 de la caisse de pension.

Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des groupes se sont relayés pour transmettre leurs sérieuses préoccupations. Rappelons que parmi les nombreux maux dont souffre la caisse de pension figure le taux de couverture qui s'élève à 47,23% fin 2011, contre 49,33% en 2010. Un taux qui devra atteindre 80% d'ici quarante ans selon les nouvelles dispositions fédérales.

Dès lors, la capitale cantonale a mandaté un groupe de travail, à la fin 2011, afin de proposer des solutions de recapitalisation. Celles-ci de-

vraient être dévoilées au parlement local à la fin de cette année ou au début 2013 pour être réalisées dès 2014.

Des solutions qui seront, à n'en pas douter, fort discutées lors de leur présentation au Conseil général. En attendant, on sent comme un léger vent de panique. «Les résultats des derniers comptes sont médiocres. On a la désagréable impression de remplir un panier percé», note Dominique Jordan Perrin (s), présidente de la commission financière.

## La plus mal en point

Et Christa Mutter de pointer du doigt une gestion «insuffisante et trop hésitante» ainsi qu'une certaine «dispersion» en matière de placements. «On aura mis plus de quarante millions de francs ces dernières années dans cette caisse. Un montant que l'on aurait pu utiliser pour les besoins de la population», s'insurge la représentante des Verts tout en remarquant que la caisse de pension de la ville est la plus mal en point au niveau national. Pour Martine Morard (dc/vl),

«rien de nouveau sous le soleil» si ce n'est davantage de nuages à l'horizon. Des inquiétudes face à l'avenir que partagent Jean-Noël Gex (r) et Addei Sidi Nur Manguy (s). Cette dernière relève toutefois que les mauvaises performances des marchés financiers ont encore aggravé l'état de la caisse.

Un argument très souvent mis en avant par le syndic Pierre-Alain Clément (s) et que réfute, en grande partie Pierre Marchioni. Voilà des années que le chef du groupe UDC dénonce, avec fougue, une gestion inadaptée de la caisse de prévoyance. «Les marchés financiers n'ont certes pas été faciles mais les accuser de tous les maux est faire fi de la réalité», estime-t-il en évoquant la «concrétisation d'une catastrophe annoncée année après année depuis 2005.»

## Pas très heureux...

Et Pierre Marchioni de rappeler la recapitalisation partielle de 4 millions de francs à la fin 2004 ainsi que les 30 millions injectés en urgence un an plus tard. Tout cela finalement pour

## MAIS ENCORE...

## Les petits nouveaux

> Frédéric Widmer (s) remplace Pierre Horner. Raphaël Casazza prend la place de Thomas Zwald, ancien chef du groupe libéral-radical et Jean-Frédéric Python fait son retour dans les rangs démocrates-chrétiens en remplacement de Jean-Luc Bettin, démissionnaire.  
> Jean-Daniel Schumacher (r) et Kevin Grangier (udc) tirent leur révérence après avoir été élus il y a un peu plus d'un an.

## Informatique

> Le Conseil général a donné son feu vert par 58 voix contre 9 et 2 abstentions à une dépense imprévisible et urgente de 85 000 fr. pour l'acquisition de disques supplémentaires destinés à la sauvegarde des données informatiques.

## Taxes

> Un règlement «complet» sur les émoluments en matière de construction et d'aménagement sera établi et permettra l'examen d'éventuelles réductions lors de mises à l'enquête de productions d'énergie renouvelable. Les élus ont approuvé cette proposition émanant de Pierre Marchioni (udc) par 48 voix contre 0 et 18 abstentions. SSC

observer une actuelle diminution du degré de couverture... «Evidemment, lorsqu'on se permet de perdre de l'argent dans l'immobilier alors que ce secteur est l'un des plus porteurs de ces dernières années...», glisse encore l'élu qui n'est pas «forcément heureux d'avoir eu raison.»

Heureux, le syndic ne l'est pas davantage, selon ses dires, de présenter des comptes aussi négatifs. Mais il faut savoir relativiser, explique Pierre-Alain Clément mentionnant, chiffres à l'appui, que les placements effectués n'ont pas été «si mauvais que ça» même si leur rendement, en 2011, n'a pas été bon. «En outre, nous n'avons jamais eu la possibilité, comme d'autres caisses, de créer des réserves!»

Le Conseil communal devrait rencontrer cette semaine des représentants du personnel afin de discuter des mesures préconisées par le groupe de travail et dont certaines sont contestées par le Syndicat des services publics (SSP). L'exécutif donnera sa position d'ici une dizaine de jours. I

## PLUS DE ZONES DE RENCONTRE

**Fait rarissime:** le Conseil général de la ville de Fribourg a accepté sans broncher un crédit d'ouvrage de plus de 372 000 francs. Il a donné son aval, lundi soir, par 69 voix contre 0 et 1 abstention à l'aménagement d'une zone de rencontre à Monséjour où la vitesse sera donc limitée à 20 km/h («LL» du 21 septembre). Reste encore à trouver un arrangement avec un voisin qui a fait opposition à la zone de rencontre pour une question d'accès à une place de stationnement. Les travaux pourraient commencer au début 2013 si tout va bien.

**Réalisé et financé** conjointement par la ville et la Suva, maître d'œuvre des nouveaux bâtiments du chemin de Monséjour, le projet a été salué par les conseillers généraux. «On espère que cette zone servira d'exemple pour créer d'autres zones similaires en ville», note Christoph Allenspach (s), prési-

dent de la commission de l'édilité. Représentante des Verts, Elena Strozzi doute de l'utilité de limiter la vitesse dans ce secteur où la densité de trafic est faible. Certaines zones 30 km/h pourraient être transformées en zone de rencontre, estime-t-elle avant de demander au Conseil communal de rédiger, à ce propos, un «plan d'action» à long terme. Même demande de la part de Jean-Noël Gex. Le libéral-radical souhaiterait que les quartiers touristiques de la ville, comme la Vieille-Ville, soient privilégiés. «Le Conseil communal est favorable à ce que d'autres zones de rencontre soient aménagées en ville, sous réserve de moyens financiers disponibles», répond en substance Jean Bourgnicht en citant, notamment, une telle zone dans le secteur rue de l'Hôpital-Varis, une des mesures d'accompagnement à la mise en service du pont de la Poya. SSC

## LES ENFANTS, LE BUS ET LE FOOT

**La possibilité d'offrir** un abonnement annuel TPF (zone 10) à prix réduit aux enfants habitant la ville de Fribourg a été rejetée lundi soir par le Conseil communal. Répondant à un postulat des socialistes Marine Jordan, Manon Delisle et Maria Helena Molliet, l'exécutif estime que de telles réductions impliqueraient des coûts supplémentaires élevés. Et ce n'est pas le moment d'en rajouter une couche sachant les difficultés financières de la ville qui consent déjà des efforts importants en faveur des familles. Le Conseil communal profite également de l'occasion pour rappeler qu'une carte junior, au prix de 30 francs par an pour les deux premiers enfants et gratuite pour le troisième, permet aux petits de voyager gratuitement dans les transports publics suisses. «Oui, mais cela est valable seulement s'ils sont accompagnés

d'un de leurs parents», explique Marine Jordan très déçue par la réponse de la ville. Et de citer d'autres communes comme Lausanne ou Sierre qui ont «compris l'intérêt d'une telle offre pour les enfants.»

**Déception également** pour Jean-Noël Gex (r) qui demandait «d'analyser les installations pour la pratique du football afin de répondre aux besoins des clubs et de proposer un calendrier pour les premières mesures urgentes.» Le Conseil communal répond qu'il étudiera toute proposition d'investissement destiné à aménager ou construire de nouvelles surfaces synthétiques sur son territoire. «Il n'est cependant pas aujourd'hui en mesure de préciser un calendrier...» Un plan directeur des infrastructures sportives, notamment concernant le football, devrait être disponible en 2014. SSC